

**Assemblée générale**

Soixante-quatrième session

Documents officiels

Distr. générale
3 février 2010

Original : français

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 46^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le 23 novembre 2009, à 10 heures

Président : M. Penke. (Lettonie)

+

Sommaire

Point 41 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (*suite*)

Point 64 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil des droits de l'homme (*suite*)

Point 65 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)

a) Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)

Point 67 de l'ordre du jour : Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (*suite*)

b) Mise en œuvre intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (*suite*)

Point 69 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (*suite*)

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



La séance est ouverte à 10 h 20.

Point 41 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (suite)
(A/C.3/64/L.59/Rev.1)

*Projet de résolution A/C.3/64/L.59/Rev.1 :
Aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés
en Afrique*

1. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.
2. **M^{me} Sulimani** (Sierra Leone), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique et des autres auteurs du projet, note que le texte actuel ressemble à celui de l'année précédente et espère qu'il sera, comme ce dernier, adopté par consensus. Les principales modifications, qui concernent les quatrième et sixième alinéas du préambule et les paragraphes 2, 3, 7 et 14 du dispositif, ont été adoptées par consensus par les délégations concernées après deux tours de négociations. L'intervenante se réjouit tout particulièrement de l'accueil réservé à la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique, récemment adoptée.
3. **M. Khane** (Secrétaire) annonce que les pays suivants se portent coauteurs du projet de résolution : Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Croatie, États-Unis, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Honduras, Hongrie, Islande, Italie, Lituanie, Mexique et République tchèque.
4. *Le projet de résolution A/C.3/64/L.59/Rev.1 est adopté sans être mis aux voix.*
5. **Le Président** annonce que la Commission a terminé l'examen du point 41 de l'ordre du jour.

Point 64 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil des droits de l'homme (suite) (A/C.3/64/L.61* et A/C.3/64/L.63)

Projet de résolution A/C.3/64/L.61 : Rapport
du Conseil des droits de l'homme*

6. **M. Khane** (Secrétaire) indique que le projet de résolution A/C.3/64/L.61, qui est en fait un projet de

décision, a fait l'objet d'un nouveau tirage pour raisons techniques.

7. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.
8. **M^{me} Kondolo** (Zambie), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique, déclare que la création du Conseil des droits de l'homme a constitué une étape importante pour la protection des droits de l'homme. Elle note que le projet de résolution présenté est identique à celui adopté par l'Assemblée générale l'année précédente et espère qu'il sera adopté par consensus.
9. **Le Président** annonce que la Fédération de Russie se porte coauteur du projet de résolution.
10. *Le projet de résolution A/C.3/64/L.61* est adopté sans être mis aux voix.*
11. **M. Attiya** (Égypte) s'aligne sur la déclaration de la Zambie. Il fait toutefois remarquer que le rapport du Conseil sur les travaux de sa douzième session n'a toujours pas été publié et n'a donc pu être examiné. Ce rapport aborde des questions importantes pour la délégation égyptienne, notamment les travaux du Groupe de travail sur le droit au développement et les résolutions correspondantes adoptées par le Conseil des droits de l'homme sur le droit au développement ainsi que la résolution sur la liberté d'opinion et d'expression, initiative conjointe des États-Unis et de l'Égypte. L'intervenant espère que les difficultés qui ont empêché l'examen de ces questions seront résolues à l'avenir et qu'il sera ainsi possible d'éviter l'adoption de solutions ad hoc et l'examen du rapport du Conseil avec un an de retard.
12. **M. Pak Tok Hun** (République populaire démocratique de Corée) tient à préciser que sa délégation rejette pour son manque d'objectivité la partie du rapport du Conseil des droits de l'homme relative à la situation en République populaire démocratique de Corée.
13. **M^{me} Shahar Ben-Ami** (Israël) se dit de plus en plus préoccupée par les méthodes utilisées par le Conseil des droits de l'homme mais a décidé de s'associer au consensus dans l'espoir que cet organe pourra changer son mode de fonctionnement. Son pays dénonce le système du deux poids deux mesures et réserve son jugement sur les recommandations du Conseil.

14. **M^{me} Schlyter** (Suède), prenant la parole au nom de l'Union européenne, déclare que le rapport du Conseil des droits de l'homme, présentant un intérêt pour tous les États Membres, aurait dû être examiné par l'Assemblée générale.

Projet de résolution A/C.3/64/L.63 : Bureau du Président du Conseil des droits de l'homme

15. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

16. **M. Khane** (Secrétaire) annonce que les pays suivants se portent coauteurs du projet de résolution : Argentine, Jordanie, Liechtenstein, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Roumanie et Somalie.

17. **M^{me} Kohli** (Suisse) déclare que le projet de résolution est un texte de compromis car il permet de maintenir la recommandation visant la création d'un Bureau du Président du Conseil des droits de l'homme tout en laissant le temps d'en définir les modalités. Elle déplore que l'initiative n'ait pas bénéficié d'un soutien plus large mais réaffirme que la question doit être étudiée dans le cadre de l'examen des activités et du fonctionnement du Conseil des droits de l'homme. Elle est certaine que le texte fera l'objet d'un vote par consensus.

18. **M. Khane** (Secrétaire) annonce que les pays suivants se portent coauteurs du projet de résolution : Algérie, Azerbaïdjan, Bénin, Brésil, Cap-Vert, Chili, Turquie et Uruguay.

19. *Le projet de résolution A/C.3/64/L.63 est adopté sans être mis aux voix.*

20. **Le Président** annonce que la Commission a terminé l'examen du point 64 de l'ordre du jour.

Point 67 de l'ordre du jour : Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (suite)

b) Mise en œuvre intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (suite)

Projet de décision A/C.3/64/L.55 : Adoption du document final de la Conférence d'examen de Durban

21. **M. Khane** (Secrétaire) annonce que la Fédération de Russie se porte coauteur du projet et donne lecture des modifications apportées au texte par l'auteur

principal, le Soudan, lors de la présentation du projet : à l'alinéa b), le membre de phrase « les dispositions contenues dans » a été supprimé.

22. **Le Président** signale que le projet de décision n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

23. **M^{me} Abdelrahman** (Soudan), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, propose les révisions suivantes : l'alinéa a) du préambule est supprimé; les alinéas b) et c) deviennent respectivement les paragraphes 1 et 2 du dispositif.

24. **M^{me} Shahar Ben-Ami** (Israël) déclare que la Conférence mondiale contre le racisme de 2001 a été la pire manifestation antisémite de l'histoire contemporaine. Israël espérait que la Conférence d'examen de Durban permettrait de revenir sur les erreurs de 2001 mais tel n'a pas été le cas. Israël est fortement attaché à la lutte contre le racisme mais se refuse à prêter son soutien à un processus qui se caractérise par une obsession pour le Moyen-Orient. La délégation israélienne demande par conséquent que le projet de décision soit mis aux voix et précise qu'elle votera contre.

25. *La séance est suspendue à 10 h 55; elle est reprise à 11 heures.*

26. *Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de décision A/C.3/64/L.55, tel que révisé oralement.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya,

Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Australie, Canada, États-Unis d'Amérique, Israël, Pays-Bas

S'abstiennent :

Allemagne, Géorgie, Italie, Nouvelle-Zélande, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Tonga

27. *Le projet de décision A/C.3/64/L.55 tel que révisé oralement est adopté par 163 voix contre 5, avec 9 abstentions.*

28. **M. Preston** (Royaume-Uni) dit que son pays a voté en faveur du projet de résolution mais tient néanmoins à rappeler la déclaration interprétative faite par son représentant à la Conférence d'examen de Durban, en particulier concernant la liberté d'expression, les ressources mises en œuvre pour appliquer les dispositions du document final de la Conférence et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

29. **M^{me} Boutin** (Canada) fait observer que si le Canada est profondément engagé dans la lutte contre le racisme aux niveaux national et international et soutient la majorité des stratégies définies dans la

Déclaration et le Programme d'action adoptés à la Conférence de Durban en 2001, il continue de désapprouver la politisation de certains passages de ces textes, notamment ceux qui font directement ou indirectement référence au Moyen-Orient. Le document final de la Conférence d'examen de Durban étant libellé de telle manière qu'il réaffirme les dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Durban dans leur intégralité, le Canada, qui a par principe refusé de participer à cette conférence, s'est vu dans l'obligation de voter contre le projet de résolution.

30. **M^{me} Samson** (Pays-Bas) explique que les Pays-Bas, qui n'ont pas pris part à la Conférence d'examen de Durban, ont été contraints de voter contre le projet de résolution car ils estiment qu'en dépit des efforts considérables déployés par plusieurs des parties concernées, le document final de la Conférence ne répond pas à leurs attentes. Par ailleurs, sachant que de nombreuses personnes à travers le monde continuent d'être victimes de discrimination, ils se sont engagés à intensifier la lutte contre le racisme et les autres formes d'intolérance et de discrimination à l'échelle nationale et internationale et à prendre des mesures concrètes pour donner suite à la Conférence de Durban de 2001. Le Gouvernement néerlandais a ainsi mis en place un plan d'action national contre le racisme et établi des conseils antidiscrimination dans tout le pays. En outre, il tiendra des consultations avec le groupe antidiscrimination du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, dont il salue l'action, en vue d'envisager de coopérer concrètement avec lui dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

31. **M^{me} Richardson** (Nouvelle-Zélande) déclare qu'en tant que pays multiracial, la Nouvelle-Zélande attache la plus haute importance à la lutte contre le racisme et l'intolérance qui y est associée. Elle a cependant refusé de participer à la Conférence d'examen de Durban, craignant que celle-ci ne se caractérise pas des débats peu productifs. De fait, des opinions anti-israéliennes odieuses y ont été exprimées qui ont empêché de se concentrer sur des initiatives visant réellement à combattre le racisme et sont d'autant plus regrettables qu'elles ont été formulées dès l'ouverture d'une conférence dont le but était justement de combattre l'intolérance. La Nouvelle-Zélande s'est donc abstenue de voter sur le projet de

résolution mais ne désapprouve pas pour autant l'esprit du document final issu de la Conférence d'examen, et elle examinera chaque futur projet de résolution sur la base de ses mérites respectifs en matière de lutte contre le racisme et l'intolérance.

Point 69 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (suite)

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite)

(A/C.3/64/L.26/Rev.1, A/C.3/64/L.39/Rev.1, A/C.3/64/L.43/Rev.1 et A/C.3/64/L.43)

*Projet de résolution A/C.3/64/L.26/Rev.1 :
Affermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies aux fins du renforcement d'élections périodiques et honnêtes et de l'action en faveur de la démocratisation*

32. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

33. **M^{me} Phipps** (États-Unis d'Amérique) présente le projet de résolution A/C.3/64/L.26/Rev.1 au nom de ses auteurs auxquels se sont joints les Pays-Bas, la Slovénie et la Suède. Pour la première fois depuis de nombreuses années, les délégations qui présentent habituellement ce texte ont tenu des consultations ouvertes à tous les États Membres. Celles-ci ont abouti à de nombreuses révisions du projet, et notamment à l'ajout de cinq alinéas et d'un paragraphe. Trois des nouveaux alinéas reflètent le contenu du paragraphe du Document final du Sommet mondial relatif à la démocratie et les deux autres viennent renforcer la notion selon laquelle c'est aux pays mêmes qu'incombe la responsabilité de tenir des élections et l'assistance au processus électoral n'est apportée que sur demande expresse du gouvernement intéressé. Le nouveau paragraphe réaffirme que l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies est objective, impartiale, neutre et indépendante. En outre, plusieurs autres modifications ont été apportées au texte sur la proposition des délégations qui ont pris part aux consultations; elles portent notamment sur les références aux technologies viables et économiques, aux problèmes de coordination dus à la multiplicité des acteurs intervenant dans l'assistance électorale et à l'évolution des besoins et de la législation des États en matière électorale. À cet égard, les auteurs du projet de résolution reconnaissent la nécessité d'harmoniser les

multiples méthodes d'assistance au processus électoral utilisées par différentes organisations et approuvent les principes d'observation internationale des élections et le code de conduite afférent élaborés par le secrétariat de l'OSCE, déjà suivis par plusieurs organisations régionales au cours de leurs missions d'observation. Ils ne sauraient toutefois en recommander l'application à ce stade étant donné que ces principes n'ont pas fait l'objet d'un examen au niveau intergouvernemental, et se contentent donc de les mentionner comme des principes directeurs facultatifs. Les auteurs ont également apporté trois autres changements au texte révisé, espérant que le projet de résolution sera adopté par consensus : à la cinquième ligne du neuvième alinéa du préambule, le membre de phrase « tel que la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la propriété, la naissance ou d'autres considérations de statut » est supprimé; à la troisième ligne du treizième alinéa du préambule, les mots « en particulier » sont supprimés; et à la troisième ligne du quinzième alinéa du préambule, il convient d'insérer, après les mots « processus électoral », les mots « dans les pays qui en ont fait la demande expresse ».

34. **M. Khane** (Secrétaire) annonce que les pays suivants se portent coauteurs du projet de résolution : Allemagne, Autriche, Belgique, Cap-Vert, Chypre, Comores, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Guinée équatoriale, Irlande, Islande, Israël, Lesotho, Liban, Lituanie, Madagascar, Mali, Malte, Namibie, Nigéria, Pologne, Portugal, République démocratique du Congo, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Sri Lanka, Thaïlande, Ukraine et Uruguay.

35. **M. Lukiyantsev** (Fédération de Russie), reconnaissant que la tenue d'élections libres et périodiques est une condition essentielle à la démocratie, félicite les auteurs du texte de leur initiative et les remercie d'avoir tenu compte des observations formulées par diverses délégations. Toutefois, contrairement à ce que le paragraphe 8 du projet de résolution laisse entendre, la déclaration de principes et le code de conduite dont il est question n'ont pas été élaborés dans le cadre d'un processus intergouvernemental, mais par des représentants de la société civile. Or, bien qu'elle approuve le reste du texte, la Fédération de Russie s'oppose par principe à ce qu'un document élaboré par une organisation non gouvernementale soit légitimé par une résolution de l'Assemblée générale sans avoir préalablement fait

l'objet d'un examen intergouvernemental. Elle demande donc que la deuxième partie du paragraphe 8, commençant par « et à cet égard, se félicite » soit mise aux voix conformément à l'article 129 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale et indique qu'elle votera contre.

36. **M. Khane** (Secrétaire) dit qu'à la demande de la délégation russe, il sera procédé à un vote enregistré sur la deuxième partie du paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution, « et à cet égard, se félicite de l'adoption de la Déclaration de principes applicables à l'observation internationale des élections et du Code de conduite des observateurs électoraux nationaux, qui définissent des principes directeurs pour l'observation internationale des élections ».

37. **M. Attiya** (Égypte), intervenant sur une motion d'ordre, demande des éclaircissements sur l'objet du vote, n'étant pas sûr de savoir si un vote positif sera considéré en faveur de la proposition de la Russie ou bien en faveur du libellé actuel du paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution, voire en faveur de l'adoption du texte dans son intégralité.

38. **M. Khane** (Secrétaire) explique qu'en invoquant l'article 129 du Règlement de l'Assemblée générale, la délégation russe a demandé qu'il soit procédé à un vote sur une partie du projet de résolution. En l'occurrence, il s'agit de se prononcer pour ou contre la formulation actuelle du paragraphe 8 du dispositif.

39. **M^{me} Phipps** (États-Unis) signale qu'en tant qu'auteur principal, sa délégation approuve bien entendu l'intégralité du projet de résolution et votera donc en faveur du maintien de la deuxième partie du paragraphe 8, en espérant que les 78 pays qui se sont portés coauteurs du texte feront de même.

40. Il est procédé à un vote enregistré sur la deuxième partie du paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution.

Votent pour :

Afghanistan, Albanie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République

yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Lesotho, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République de Moldova, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Samoa, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu

Votent contre :

Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Brunéi Darussalam, Chine, Cuba, Égypte, Équateur, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Malaisie, Myanmar, Nicaragua, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Singapour, Soudan, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Zimbabwe

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Cameroun, Djibouti, Émirats arabes unis, Éthiopie, Gambie, Ghana, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Liban, Libéria, Mauritanie, Mozambique, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Qatar, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Sri Lanka, Swaziland, Tunisie

41. *La deuxième partie du paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution A/C.3/64/L.26/Rev.1 est adoptée par 121 voix contre 19, avec 28 abstentions.*

42. **M. Attiya** (Égypte) croit comprendre qu'en procédant à ce vote en application de l'article 129 du Règlement, la Commission a adopté le projet de résolution dans son ensemble.

43. **M. Khane** (Secrétaire) rappelle que voter en faveur d'une partie d'un projet de résolution ne revient pas à approuver la résolution tout entière, mais seulement le texte en question.

44. **M^{me} Phipps** (États-Unis d'Amérique), intervenant sur une motion d'ordre, prie le Président et le Secrétaire de confirmer que lorsqu'un vote tenu en application de l'article 129 du Règlement de l'Assemblée aboutit au maintien de la partie de projet mise aux voix, l'ensemble du texte peut être adopté sans faire l'objet d'un vote.

45. **M. Khane** (Secrétaire) confirme que tel est bien le cas, à moins bien entendu qu'une délégation demande expressément à ce qu'il soit procédé à un vote.

46. **M. Attiya** (Égypte) dit que puisque le vote qui vient d'avoir lieu ne portait pas sur l'adoption d'un amendement mais sur le maintien d'une partie du texte présenté, l'article 129 du Règlement commande que le projet de résolution soit mis aux voix.

47. **M. Khane** (Secrétaire) explique que l'article 129 du Règlement prévoit que lorsqu'un représentant présente une motion de division, c'est-à-dire demande qu'il soit procédé à un vote séparé sur une partie d'un projet de résolution, toute délégation peut faire objection à sa demande. La motion de division est alors mise aux voix et si elle est acceptée, le reste du projet est mis aux voix en bloc. Dans le cas présent, toutefois, étant donné que personne n'a fait objection à la motion de division, cette disposition ne s'applique pas et, à moins qu'un vote ne soit expressément demandé, le projet de résolution peut être adopté par consensus.

48. **M. Attiya** (Égypte) ne comprend pas comment il est possible de n'appliquer une règle que partiellement. Il lui semble que la deuxième partie de l'article 129 du Règlement devrait s'appliquer en l'espèce puisque la Commission vient de voter sur une motion de division. Il demande au Secrétaire de bien vouloir donner lecture de l'article en question pour clarification.

49. **M. Khane** (Secrétaire) donne lecture de l'article 129 du Règlement de l'Assemblée générale.

50. **M. Lukiyantsev** (Fédération de Russie) tient à préciser que sa délégation a pris soin de formuler ses observations concernant la deuxième partie du paragraphe 8 du projet de résolution de sorte à éviter qu'il soit procédé à un vote sur l'ensemble du projet de résolution, étant elle-même en faveur du texte.

51. **M^{me} Phipps** (États-Unis) demande, compte tenu de ce que vient d'expliquer le délégué russe et si personne ne demande un vote, que le projet de résolution soit adopté sans plus tarder.

52. **M. Attiya** (Égypte) confirme que l'Égypte approuve le projet de résolution.

53. *Le projet de résolution A/C.3/64/L.26/Rev.1 est adopté sans être mis aux voix.*

54. **M^{me} Pérez Álvarez** (Cuba) explique que son pays ne s'associe pas au consensus pour ce qui est du paragraphe 8 du dispositif, la Déclaration de principes applicables à l'observation internationale des élections et le Code de conduite des observateurs électoraux nationaux qui y sont évoqués n'ayant pas été adoptés à l'issue d'un examen intergouvernemental. Elle ajoute que l'observation internationale n'est pas toujours une condition nécessaire de la liberté et de la régularité des élections et doit n'intervenir qu'à la demande et avec le consentement des États concernés. Elle souligne par ailleurs que les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, notamment le respect de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires internes des États, tout comme le droit à l'autodétermination, doivent être respectés. Elle rappelle enfin qu'il n'existe pas de modèle unique de démocratie dans le monde.

55. **M. Emadi** (République islamique d'Iran), dont le pays s'est associé au consensus, rappelle les deuxième et quatrième alinéas du projet de résolution et ajoute que l'assistance au processus électoral prêtée par l'Organisation des Nations Unies ne doit pas remettre en question la capacité des institutions électorales locales d'organiser des élections régulières. Par ailleurs, l'intervenant réserve la position de son pays sur le paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution où il est fait mention de la Déclaration de principes applicables à l'observation internationale des élections.

56. **M. Attiya** (Égypte) déclare que son pays, qui s'opposait au paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution, s'est néanmoins associé au consensus sur l'ensemble du texte. Il explique que l'Égypte n'est tenue que par ce que les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont adopté et non par ce que le secrétariat de cette organisation a approuvé. Il précise que, par principe, son pays s'oppose aux textes qui n'ont pas fait l'objet de négociations intergouvernementales, comme c'est le

cas de la Déclaration de principes applicables à l'observation internationale.

57. **M. El-Shakshuki** (Jamahiriya arabe libyenne) déclare que son pays s'associe au consensus général sur le projet de résolution. Il réaffirme que les élections ne sont pas le seul moyen d'assurer la démocratie et que d'autres mécanismes existent, comme le choix direct de dirigeants qui se pratique dans son pays.

58. **M^{me} Méndez Romero** (République bolivarienne du Venezuela) se félicite de la teneur des premier et deuxième alinéas du préambule du projet de résolution. Elle fait observer que la démocratie indirecte ou représentative n'est pas la seule forme de démocratie dans le monde et que d'autres sont possibles, comme la démocratie participative qui, au Venezuela, s'exerce par le biais d'élections, de consultations populaires et de référendums constitutionnels. L'intervenante ajoute que l'organisation d'élections publiques ne suffit pas à garantir la stabilité et l'honnêteté d'un régime démocratique. La pauvreté, la marginalisation, l'analphabétisme et le faible niveau de développement humain sont autant de facteurs qui entravent la consolidation des démocraties. Cela revient à dire que, sans justice sociale, il ne peut y avoir de démocratie véritable, honnête et stable. La participation des citoyens, l'égalité et la justice sociale doivent donc être prises en compte dans toute action entreprise par les Nations Unies dans le domaine de la promotion de la démocratie. S'agissant de l'assistance électorale fournie par l'Organisation des Nations Unies, l'intervenante souligne que cette assistance ne doit être apportée qu'à la demande et avec le consentement des États concernés, auxquels il incombe exclusivement d'organiser des élections. C'est dire que les principes de souveraineté nationale et de non-ingérence mais également la législation nationale doivent être respectés par tous. Il appartient en outre aux autorités électorales nationales de coordonner les activités menées par la multitude d'acteurs qui sont amenés à fournir une assistance électorale. L'intervenante indique que les missions d'observation électorale nationales ou internationales permettent certes souvent de renforcer la confiance et la sérénité mais ne sont pas toujours nécessaires. Il est fondamental que toute assistance électorale fournie à la demande des États soit prêté dans le plein respect des principes d'objectivité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance. Enfin, l'intervenante émet des réserves sur le dixième alinéa du préambule du projet

de résolution qui souligne l'exercice de la liberté des médias. Elle fait valoir que l'exercice de cette liberté, qui comporte des devoirs et des responsabilités, doit être réglementé par l'État et peut être soumis aux restrictions prévues par l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

*Projet de résolution A/C.3/64/L.39/Rev.1 :
Élimination de toutes les formes d'intolérance
et de discrimination fondées sur la religion
ou la conviction*

59. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

60. **M^{me} Mårtensson** (Suède), s'exprimant au nom de l'Union européenne et des autres principaux coauteurs, note que, depuis la présentation du projet de résolution, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : États-Unis, Israël, République-Unie de Tanzanie, Turquie et Uruguay. Se félicitant du climat constructif qui a présidé à l'élaboration du projet de résolution, elle donne lecture d'une ultime révision orale consistant à insérer, entre les troisième et quatrième alinéas du préambule, le cinquième alinéa du préambule de la résolution de l'année précédente (A/RES/63/181), à savoir : « Considérant que la religion ou la conviction constitue, pour celui qui la professe, un des éléments fondamentaux de sa conception de la vie et que la liberté de religion ou de conviction doit être intégralement respectée et garantie ».

61. **M. Khane** (Secrétaire) annonce que les pays suivants se portent coauteurs du projet de résolution : Brésil, Congo, El Salvador, Guinée équatoriale, République de Corée, Seychelles, Thaïlande et Ukraine.

62. **M. Rastam** (Malaisie), prenant la parole au nom de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), réaffirme que l'OCI s'oppose à toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, condamne tous les actes de violence commis au nom de la religion et estime que toutes les religions du monde partagent les mêmes valeurs de paix, de respect d'autrui et d'inviolabilité de la vie humaine. Sans s'opposer à la teneur générale du projet de résolution, l'OCI regrette que ses inquiétudes n'aient pas toutes été prises en compte et espère que les divergences pourront être aplanies à l'avenir. L'intervenant estime que le rôle de l'éducation, de la prévention, du dialogue interreligieux et interculturel dans l'élimination de l'intolérance et de la

discrimination fondées sur la religion ou la conviction n'est pas assez souligné. Par ailleurs, il fait observer que la liberté d'opinion et d'expression, aussi importante soit-elle, doit néanmoins s'exercer avec responsabilité et dans le respect de la liberté de religion ou de conviction. Il ajoute enfin qu'en s'associant au consensus sur ce projet de résolution, l'OCI ne renonce pas à s'exprimer sur tout texte futur.

63. *Le projet de résolution A/C.3/64/L.39/Rev.1 est adopté sans être mis aux voix.*

*Projet de résolution A/C.3/64/L.43/Rev.1 :
Protection des droits de l'homme et des libertés
fondamentales dans la lutte antiterroriste*

64. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

65. **M. De León Huerta** (Mexique) demande que l'adoption du projet de résolution soit reportée à la séance du lendemain, afin qu'il soit possible de mener à terme les consultations officieuses dont le texte fait encore l'objet.

*Projet de résolution A/C.3/64/L.49 :
Droits de l'homme et diversité culturelle*

66. **M^{me} Pérez Álvarez** (Cuba) indique que le projet de résolution fait toujours l'objet de consultations officieuses et demande par conséquent que l'adoption en soit reportée à la séance du lendemain.

La séance est levée à 12 h 15.